

35 H : l'illusion du "sur mesure"

La Chambre Syndicale s'est élevée en son temps aux côtés des entreprises contre le principe d'une réduction systématique et arbitraire de la durée du travail.

Malgré nos interventions, les derniers textes ont été adoptés courant Février sans la moindre inflexion au fond. Désormais, les entreprises de plus de 20 salariés disposent de deux années (2000-2001) pour mettre en œuvre un vaste dispositif d'une exceptionnelle complexité, comportant de très nombreuses incertitudes.

Une exceptionnelle complexité

En termes de complexité, le Code du Travail ne connaît pas d'équivalent. La multiplicité des outils disponibles qui donnent l'illusion de permettre le "sur mesure" expose en fait les entreprises à une gestion quotidienne du temps de travail très lourde.

L'usage simultané, voire combiné, des différents référentiels pour le décompte du temps (hebdo, cycle, 4 semaines, année...) constituera une rude épreuve pour les services chargés d'apprécier le nombre des heures supplémentaires effectuées et d'en assurer le règlement. Dans ce domaine, chaque outil a sa propre logique et impose un traitement spécifique.

Par ailleurs, pour les établissements qui sont passés à 35 heures par attribution de jours de repos sur l'année, combien de débats ont été nécessaires pour en déterminer le nombre, surtout lorsque les intéressés bénéficiaient

déjà et depuis longtemps de nombreux repos au-delà du Code du Travail.

Enfin, les entreprises qui ont fait le choix de solliciter les allègements des charges découvrent dès la signature de l'accord collectif nécessaire à leur obtention un chemin semé d'embûches dont l'issue est incertaine.

De nombreuses incertitudes

Au-delà du foisonnement absurde des textes publiés, certains imparfaitement rédigés, soulèvent en outre de très nombreuses incertitudes que la circulaire du 3 Mars dernier n'éclaire pas.

Ainsi, le forfait "jour" qui autorise à raisonner en jours de travail sur l'année dans la limite de 217 pose bien des questions. Certes, il permettra d'éviter le décompte horaire du temps de travail pour des populations dont l'activité professionnelle implique autonomie, initiative et mobilité. En revanche, et devant le silence du législateur, il va nous obliger, non seulement à revoir nos modes opératoires habituels, mais surtout à inventer des solutions parfois aléatoires pour la gestion des départs ou arrivées en cours d'année, des absences, des congés...

De même, dans le cadre du dispositif évoqué plus haut sur les allègements des charges, le manque de lisibilité des textes conduira parfois, et dans un premier temps, à faire en toute bonne foi des approximations dont l'appréciation ne sera opérée qu'a posteriori par des contrôleurs qui disposeront alors d'une grande latitude pour discuter à loisir les choix effectués. En d'autres termes, l'absence, en l'espèce, de validation a priori du "dossier allègements" expose les entreprises à l'insécurité.

brèves

■ De nouveaux administrateurs

L'Assemblée Générale de la CSIC Ile de France vient de confirmer une composition encore plus représentative des diversités de la Chimie Francilienne au sein du Conseil d'Administration présidé par Dominique JOLIVET.

Ont été élus :
M. Joao AMBLAT, *RHODIA SERVICES*
Mme Marie-Claude CHATELIN, *SOLVAY SA*
M. Jean AMEN, *AIR LIQUIDE*
M. Philippe BONNARD, *BASF France*
M. Bernard CHARLOT, *NOVARTIS AGRO*
M. Jean de COINTET DE FILLAIN, *S.G.N.*
M. Philippe DECAZES, *GUERBET*
M. Jean-Marc FURGE, *DU PONT DE NEMOURS*
M. Bertrand GONTARD, *SARP INDUSTRIES*
M. Bernard HUEBER, *NOBEL EXPLOSIFS*
M. Dominique JOLIVET, *HOECHST MARION ROUSSEL*
M. Pierre-Henri MAGUET, *AVENTIS PHARMA*
M. Thierry MILLET, *ATOFINA*
M. André NAHMIAS, *S.K.W.*
M. François PESRET, *RASCHIG*
M. Benoît Joseph PONS, *PCAS*
M. Pierre RENAUD, *COGNIS*
M. Alain ROY, *CLARIANT France*
M. Christian TESSIER, *BAYER France*

■ AFI 24

Florence BODIN, titulaire d'un DESS Ressources Humaines, remplace Pierre-Yves LE GALL en qualité de Conseiller d'Apprentissage auprès des entreprises de la profession.

Contact : Florence BODIN
au 01 46 53 12 21
ou f.bodin@afi24.org

■ Club ISO 14001

Jacques SALAMITOU, Président d'AFINEGE, pour répondre à la demande des entreprises, organise ponctuellement des réunions du Club ISO 14001. La prochaine réunion aura lieu le 4 octobre à 9 heures 30 chez EPITECH, Route de Guernes à LIMAY (78).

Contact : Jérôme HEBRAS
au 01 46 53 11 89
ou j.hebras@csic-idf.fr

■ 17 - 19 Environnement

La prochaine réunion organisée par AFINEGE aura lieu le mardi

26 septembre à 17 H à la CSIC Ile de France sur le thème : "La politique du Conseil Régional d'Ile de France en matière d'environnement".

Alain RIST, Vice-Président du Conseil Régional d'Ile de France chargé de l'Environnement répondra aux préoccupations et aux questions des entreprises.

Contact : Robert-Louis OLIVIER
au 01 46 53 11 88
ou rl.olivier@csic-idf.fr

■ AFPIC Formation déménage...

Dans le cadre de son développement, l'AFPIC Formation déménage pour s'agrandir au :
Centre Régional Belle Epine
Tour Europa - BP 101
94532 - THIAIS CEDEX
Tél : 01 56 34 22 60
contact : s.berard@afpic.com

■ La convention collective nationale des industries chimiques

L'AFPIC Formation organise le 16 novembre 2000 une formation à l'attention des DRH, cadres, collaborateurs ou toute personne appelée à gérer du personnel.

Programme :

Formation du contrat : embauchage, engagement, garantie à l'embauche, période d'essai

Exécution du contrat : ancienneté, durée du travail, salaires, primes d'ancienneté, les rémunérations garanties annuelles

Suspension du contrat : congés, maladie, accident, maternité

Animation : Le département social de la Chambre Syndicale des Industries Chimiques d'Ile de France

Lieu : Paris La Défense (92) à la CSIC Ile de France

Coût H.T. : 2 300 F.

Contact : Sophie BERARD
au 01 56 34 22 60
ou s.berard@afpic.com

"Le catalyseur", lettre d'information de la Chambre Syndicale des Industries Chimiques d'Ile de France, Le Diamant A 92909 Paris La Défense Cedex.

Directeur de la publication :
Gérald LEHMANN : 01 46 53 12 29
Rédacteur en chef :
Gilles le MAIRE : 01 46 53 11 83
Secrétaire de rédaction :
Anne DELARGILLIERE : 01 46 53 11 80
Maquette et réalisation : VEGA

le catalyseur

Lettre d'information de la Chambre Syndicale des Industries Chimiques d'Ile de France - N° 30 - juillet 2000



ASSURANCE CHOMAGE, LUTTE CONTRE LA PRECARITE

Les partenaires sociaux dans leur majorité (tous les représentants des employeurs et 2 organisations syndicales) ont, après une négociation transparente et loyale, signé le protocole d'accord sur la réforme de l'assurance chômage. Réaffirmant dans le préambule de ce protocole "leur attachement à la politique contractuelle et au paritarisme", les partenaires sociaux considèrent "qu'ils sont les acteurs les plus compétents pour définir les solutions les mieux adaptées au problème posé par la situation de l'emploi". Forts de leurs responsabilités, les partenaires sociaux entendent donc "renforcer les missions du régime d'assurance chômage en conciliant la priorité de retour à l'emploi et l'évolution des conditions d'indemnisation". Concrètement, il s'agit donc de "promouvoir la convention d'aide au retour à l'emploi" définissant les engagements réciproques du système d'indemnisation et des demandeurs d'emploi.

Cet accord qui met l'accent sur les droits et les devoirs de chacun est bon pour les demandeurs d'emploi qui seront mieux indemnisés, considérés individuellement et bien accompagnés dans leur recherche d'emploi par un plan d'actions personnalisé.

Il est également bon pour les employeurs et les salariés car il contribue à une baisse importante des cotisations sociales.

Quel argument pourrait être invoqué pour ne pas agréer un tel accord gagnant-gagnant ?

Gérald LEHMANN
Délégué Général

Faire face à nos besoins en compétences !

Depuis le début de l'année, l'activité de l'industrie chimique s'est inscrite en nette hausse dans tous les domaines.

Dans le même temps, les entreprises, dont les pyramides d'âges sont dégradées, connaissent des départs qui ne vont aller qu'en s'accroissant.

La conséquence de ces deux phénomènes concomitants : les petites annonces visant à recruter des chargés d'embauche fleurissent. Ce révélateur ne saurait tromper : les entreprises cherchent à définir en nombre et en qualité les compétences qui leur sont nécessaires.

Mais il ne suffit pas de définir ses besoins. Encore faut-il pouvoir les satisfaire. Dans ce but, les Industries Chimiques d'Ile de France organisent un colloque le 24 Octobre prochain à la Maison de la Chimie sur les besoins des entreprises en professionnels (opérateurs, techniciens, ingénieurs) des métiers de la chimie et des biotechnologies.

Ce colloque réunira les entreprises concernées et les établissements d'enseignement technologique correspondants sur le thème des compétences nécessaires et de leur acquisition tant en formation initiale qu'en formation continue.

Trois ateliers seront constitués pour ce colloque :

1. Les opérateurs (BEP et Bac Pro),
2. Les techniciens (BTS, DUT, Licence professionnelle),
3. Les ingénieurs et cadres (DESS, diplômes d'ingénieur et au-delà).

Chacun pourra participer à ce colloque dans le ou les ateliers de son choix.

Pour maîtriser efficacement le déroulement de cette manifestation, sont créés dès aujourd'hui trois noyaux durs (un par atelier). Ils ont en charge d'initier les réflexions et de rédiger les propositions de départ qui permettront de lancer et d'orienter les débats. Chaque noyau dur est constitué d'une vingtaine

de participants ; pour moitié des représentants d'entreprises et pour moitié des représentants du monde de l'enseignement (lycées techniques, écoles d'ingénieurs et universités). La composition définitive de ces noyaux durs sera connue lors de la réunion préparatoire qui aura lieu à la Chambre Syndicale le mardi 12 Septembre après-midi.

Les industriels et les enseignants de la Chimie et des Biotechnologies répondent présent, ils se mobilisent et préparent la journée du 24 Octobre et participeront nombreux dans chaque atelier car il s'agit pour tous d'un objectif prioritaire.

Les résultats de leurs travaux seront transmis aux participants et aux adhérents ainsi qu'à nos interlocuteurs de l'Education Nationale (les Rectorats de Créteil, Paris et Versailles), au Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Direction régionale et AFPA), et à la Région Ile de France (Conseil Régional et Conseil Economique et Social). Ils constitueront les bases des travaux en commun qui se poursuivront.

Dès le 24 Octobre, soyez acteur par rapport à vos besoins de compétences, votre Chambre Syndicale vous offre cette première opportunité.

Pour connaître les modalités d'inscription et de participation, contactez :

Anne DELARGILLIERE
au 01 46 53 11 80 ou
a.delargilliere@csic-idf.fr

La journée HSE traversera l'Antarctique

Au 18^e siècle, Jean-Jacques Rousseau écrivait : " C'est un excellent moyen de voir les conséquences des choses que de sentir vivement les risques qu'elles nous font courir ".

Depuis, il y a eu d'autres adages comme " Diriger c'est prévoir " ou " Conduire, c'est savoir se conduire " ou " Prévenir, c'est guérir "... qui ont tous pour point commun de placer le comportement de l'Homme au centre des décisions qu'il prend. C'est vrai au niveau de la Sécurité Routière, de la Sécurité du Travail et de la Protection de l'Environnement.

Intégrer la conscience du risque

Or, ce qui frappe au vu des statistiques d'accidents du Travail 1998 par rapport à 1997 en Ile de France, est de voir que le nombre des accidents du trajet mortels est pour la première fois supérieur à celui des accidents du travail (118 contre 110). Par ailleurs, c'est au cours des déplacements sur le lieu de travail soit de plain-pied soit avec dénivellation que l'homme se blesse le plus (32 % des accidents du travail).

Il faut reconnaître que les investissements très importants et indispensables consentis par notre industrie dans le domaine de la sécurité du travail ont été une source énorme de progrès

mais, ils buttent de plus en plus sur le refus d'intégrer au quotidien la conscience du risque dans la préparation et la réalisation du travail. C'est particulièrement vrai au stade du déplacement vers le lieu de travail ou entre deux lieux de travail.

Par essence, l'homme recherche la performance c'est à dire le résultat visible mais, il intègre mal dans cette démarche les étapes indispensables à la préparation de ce travail telles que l'itinéraire à emprunter, la connaissance de la machine, la possession de l'outillage adapté, le port des équipements de protection nécessaires et surtout le conditionnement de son mental. Cette situation débouche sur des " non sens " qu'un observateur un peu attentif peut voir quotidiennement dans la rue.

De ces vides de réflexion, " ils ne mouraient pas tous mais, tous étaient frappés ".

Développer l'engagement de progrès

Toutefois, au-delà de ce que dit le moraliste, il faut reconnaître que c'est à ce prix que se développera dans nos entreprises " l'Engagement de Progrès ", facteur essentiel du comportement responsable auquel nous aspirons tous.

Nous avons donc choisi, au cours de la journée H.S.E du 12 octobre prochain qui aura lieu au Centre de Recherche de Vitry-Alfortville, chez AVENTIS Pharma, de mettre l'accent sur :

- Le risque routier car il concerne tous vos collaborateurs en

déplacement professionnel ou privé. Nous avons sollicité un représentant de la Prévention Routière pour venir nous présenter les éléments les plus récents en matière d'accident de la route et AVENTIS Pharma nous fera part de son expérience dans le domaine de la formation à la conduite en sécurité.

- La sécurité du personnel intérimaire car l'expérience montre que c'est au cours des premières heures de sa prise de fonction que l'intérimaire a le plus de chances de subir les conséquences d'un accident. Un responsable national de la société MANPOWER viendra nous apporter son témoignage et sa vision en tant qu'entreprise extérieure et 3M France nous parlera de sa politique d'accueil des salariés d'entreprise extérieure.

- La sécurité au quotidien.

Un témoignage "sécurité" exceptionnel

Pour traiter de ces trois domaines, nous avons fait appel à des professionnels. En particulier, nous avons demandé à Laurence de La Ferrière de retour de l'Antarctique de nous apporter son témoignage "sécurité" après cette expédition de l'extrême qu'elle a entrepris dans ce désert blanc grand comme presque 30 fois l'hexagone.

Elle nous expliquera comment et dans quelles conditions elle a pu réaliser à ski de fond ce parcours en solitaire de 90 jours sur 3000 kilomètres, reliant le pôle sud à la station française de Dumont d'Urville, sur cette terre inhospitalière balayée par des vents de 300 km/h.

Elle nous montrera l'importance du choix du matériel nécessaire à la navigation, des équipements adaptés à la géographie et au climat des terres australes.

Contact : Robert-Louis OLIVIER
au 01 46 53 11 88
ou rl.olivier@csic.idf.fr

Notre ami Francis CADENE, Chef de travaux au Lycée Technique Galilée de Gennevilliers, est allé rejoindre les étoiles très haut dans le ciel le dimanche 11 juin 2000.

Il fut notre premier "Lavoisier de l'Apprentissage" ce qui lui a permis "d'être pendant un instant, pour un instant seulement un enseignant, un tout petit peu exceptionnel... au moins familialement et pour mes vrais amis professionnels".

Sa dernière carte de vœux me disait : "que peut-on croire à l'orée de cette nouvelle année... d'abord que ses rêves pourront se réaliser ; ensuite, peut-être préférer la lumière à l'obscurité ; enfin vouloir que joies, réussite et santé puissent positivement se conjuguer. Mais c'est aussi ouvrir une fenêtre sur un trop plein de projets, d'espoir et de choses qui paraissent insensées ; c'est encore vouloir remplir son futur de tous ces petits bonheurs qui ont parfois manqué au passé ; c'est bien sûr, faire d'un rayon de soleil une baguette de fée, où, d'un nuage son moyen de locomotion préféré..."

Sa carte se poursuivait par des mots d'estime et d'affection qu'il savait réciproques car nous ne nous en étions jamais caché.

Mon cher Francis, je prends tous ces mots et je les donne en cadeau à tous. Nous te chercherons dans chaque rayon de soleil, nous scruterons le ciel pour savoir quel nuage sera ton moyen de locomotion. Le désarroi dans lequel nous sommes aujourd'hui mesure bien toute la place que tu savais occuper.

Gérald LEHMANN
Délégué Général

Un langage universel

Les expériences se multiplient pour traduire les métiers en langage compétences.

Pour les compétences en gestion, organisation et management, l'exercice est facilité par l'existence d'outils de référence tels que " l'architecte de carrière " utilisables quel que soit le métier. Ce volet des compétences est trop souvent mis en avant au détriment de l'aspect purement technique des activités.

Dans le domaine des Sciences de la vie, Pharmacie et Agrochimie, et plus particulièrement en R&D où l'évolution des connaissances et des techniques est de plus en plus rapide, nous sommes confrontés à une double interrogation :

- Pour l'analyse, jusqu'où faut-il aller dans la définition des compétences scientifiques et techniques pour traduire de façon pertinente l'expertise en évitant le trop générique ou le trop personnalisé ?

- Pour le suivi, comment et avec quelle périodicité acceptable faut-il remettre à jour un référentiel pour prendre en compte l'évolution des métiers, qui doit en être le garant ?

Traduire l'expertise

Pour l'analyse, il doit résulter d'un travail de collaboration étroit entre les équipes Ressources Humaines qui apportent outil et méthodologie et les Scientifiques qui traduisent leurs expertises en compétences. Ce travail est généralement conduit avec un engagement important des Scientifiques qui voient l'occasion de faire le point sur leur métier et d'anticiper sur les futurs

besoins au plan technique et humain.

Ce travail est largement facilité par l'harmonisation croissante qui gagne au plan international l'ensemble de ces activités. Cette harmonisation est tirée à la fois par l'utilisation de technologies communes, l'internationalisation des entreprises, des modes d'organisation proches, la circulation des Scientifiques mais aussi les exigences réglementaires communes qui induisent des pratiques identiques. Un chercheur chimiste, analyste ou clinicien français est immédiatement opérationnel lorsqu'il traverse le Rhin, la Manche ou l'Atlantique.

Assurer le suivi

Après une première version conduite comme un projet avec un investissement humain important, la mise à jour régulière nécessite des personnes dédiées dont ce sera une des missions permanentes. Les équipes RH étant garantes du résultat.

Si l'on tente un bilan aujourd'hui, il est évident que la conduite de ces analyses dans nos métiers de R&D répond à une nécessité pour anticiper sur les besoins futurs. La méthodologie est en grande partie maîtrisée, les chercheurs sont prêts à s'investir dans cette démarche.

L'étape suivante est la mise en place d'outils informatiques en réseau, mais cette démarche a déjà démarré dans beaucoup d'entreprises.

Les résultats attendus sont, en interne, une amélioration de la gestion de nos ressources humaines; en externe, une meilleure prise en compte par le système éducatif des besoins de nos entreprises en matière de compétences nouvelles.

Gérard ROUSSEL

Responsable Ressources Humaines de la R & D - Aventis CropScience

Christian Hansen France : 160 ans de dynamisme

Christian Hansen France s'est vu attribuer par le MEDEF Essonne et par la Chambre Syndicale d'Ile de France, le jeudi 27 avril, dans le grand amphithéâtre

de l'Ecole Polytechnique, le trophée "91 d'OR" de l'entreprise de l'année pour la chimie.

vous avez dit "chimie" ? Mais oui, Christian Hansen œuvre dans le domaine de la chimie de la vie que d'autres appellent biochimie ou biotechnologies. On peut faire remonter l'origine de Christian Hansen France à 1840 avec la création de la Société BOLL qui deviendra franco-danoise dès 1876 à la suite de l'association avec Jules Hansen, frère de Christian Hansen et époux de Jeanne Boll. Une affaire de famille qui, dès 1920, fut la première en France à se spécialiser dans les coagulants et les cultures bactériennes pour la transformation du lait. Elle fusionnera en 1994 avec SOCHAL, une entreprise française fondée en 1947 au cœur du Massif Central.

Une technologie de pointe

Au-delà de son expérience acquise depuis plus d'un siècle, Christian Hansen tient avant tout à rester une société jeune, soucieuse de se renouveler en permanence avec une gamme de produits qui repose sur l'intégration efficace de trois principales forces : adaptation au marché, haute qualité des produits et technologies de pointe : Christian Hansen a sa propre recherche notamment en France, mais maintient aussi des contacts étroits

avec nombres d'universités et instituts de recherche du monde entier.

Les technologies de pointe y sont à l'œuvre avec les techniques de fermentation les plus récentes et la contribution de micro-organismes, produits de la recherche génétique.

Le domaine d'application qui à l'origine était exclusivement l'industrie laitière s'étend, maintenant, aux ferments pour les produits carnés, le pain, le vin, aux colorants alimentaires et aux arômes naturels.

Tout cela amène Christian Hansen à approfondir la chimie alimentaire de base et l'interaction entre les produits alimentaires et les ingrédients.

Certifiée ISO 9001

Là où la spécificité de "l'Homme" est indispensable, un panel de dégustation interne travaille à la définition des corrélations entre les résultats mesurés en laboratoire et les perceptions sensorielles des ingrédients.

Mais au delà de la dégustation, la place donnée à "l'Homme" est particulièrement importante chez Christian Hansen France. C'est ainsi que chacun des employés a contribué à la certification ISO 9001. Cette opération a apporté de nouvelles méthodes de travail et d'amélioration des performances, a amélioré notablement le travail en équipe et a permis de faire la distinction entre "opérations critiques et non-critiques", ce qui a conduit à améliorer la délégation.

Christian Hansen a, en outre, pris un engagement vers la qualité totale dans tous les domaines. En particulier dans le domaine de l'environnement, la société s'est engagée à réduire sa consommation d'énergie de manière constante et à minimiser la production des déchets.

Gérard FONTAINE

Délégué Départemental de l'Essonne